

ANNUAIRE FRANÇAIS
DE
RELATIONS
INTERNATIONALES

2017

Volume XVIII

**PUBLICATION COURONNÉE PAR
L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

(Prix de la Fondation Edouard Bonnefous, 2008)



Université Panthéon-Assas
Centre Thucydide

INTRODUCTION

PAR

JEAN-PIERRE COLIN (*) et GRÉGORIY CHAUZAL (**)

Entreprenant de retracer au fil des années l'évolution d'un continent dans l'ordre des relations internationales est une aventure sans issue, d'autant qu'elle doit s'inscrire dans le cadre d'un *Annuaire* lui-même très ambitieux et qui donc ne lui laissera que peu de place. Les différents niveaux de l'analyse, la multiplication des initiatives, le processus même de la réalité, entraînant ici la guerre et là des tentatives de coopération fondées sur la paix, tout conduira à des choix discutables, à des paris risqués, à des résultats toujours susceptibles d'être contestés. Au lecteur de prendre patience et d'attendre, d'une année sur l'autre, les changements permis par le temps. C'est seulement ce recul qui pourra lui donner un certain sens des évolutions en cours, sachant que l'importance croissante du continent africain et des changements majeurs qui s'y produisent auront largement justifié ces préoccupations de plus en plus sensibles.

Dans l'immédiat, deux réalités semblent s'imposer. D'un côté, les Etats fragiles nés d'un processus de décolonisation guidé par les intérêts composites des uns et des autres : ces Etats se sont finalement maintenus et lorsque, par exemple, bousculés par des événements extérieurs qui les exposent à de graves dangers, ils ont réagi, plus ou moins stimulés par les anciennes métropoles ou conduits par d'autres intérêts. D'un autre côté, ces Etats, parfois menacés dans leur existence même, ont la plupart du temps tenu le coup et leurs institutions continuent à être un centre essentiel de délibération. De ces points de vue, il était sans doute très utile de revenir sur la situation qui prévaut actuellement en Afrique occidentale, une région marquée par de nombreux bouleversements géopolitiques et une instabilité latente.

Le premier article de cette rubrique consacrée à l'Afrique dans les relations internationales concerne l'évolution politique de la Côte-d'Ivoire depuis la fin du conflit né entre les forces respectives d'Alassane Ouattara et de Laurent Gbagbo, dans le contexte de l'élection d'un nouveau Président de la République. Conduit avant tout selon les règles de la Science

(*) Professeur des Universités en Science politique.

(**) Docteur en Science politique.

politique, appuyé sur des références incontournables, l'article donne de la situation actuelle une version pour le moins nuancée : en dépit de leurs succès sur le plan économique, avec un taux de croissance estimé à plus de 8% – l'un des plus élevés du continent –, les gouvernants actuels n'ont pas réussi à imposer une solution qui garantirait pour l'avenir une solution démocratique ; comme le traduit notamment le record d'abstention lors de la consultation électorale de 2005, une partie importante de l'opinion reste plus ou moins réservée sur la question. L'hypothèque que fait peser sur le pays le futur jugement Gagbo reste, pour le moment, assez lourde pour rendre la situation actuelle plus instable encore. Les mesures prises par le gouvernement pour assainir le climat politique, en particulier un certain nombre de mises en liberté de certains détenus, se sont révélées insuffisantes et c'est peut-être dans ce sens que pourrait s'amorcer de véritables changements. Le verdict que rendra la Cour pénale internationale constituera à cet égard un événement marquant. Comme dans d'autres affaires soumises à la Cour, il est difficile de trancher entre les charges qui pèsent sur les uns et sur les autres.

Les prévisions démographiques laissent aujourd'hui supposer que l'extraordinaire bouleversement de la situation d'Abidjan va se poursuivre : peuplée d'environ 50 000 habitants à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, la ville aurait dépassé un million et demi d'habitants à la disparition du président Houphouët et atteindrait aujourd'hui six millions d'habitants, tandis qu'elle est donnée pour double dans 10 ans. Une telle évolution laisse entendre que les flux des populations sont loin de s'achever dans la région, ce qui ne manquera pas d'avoir de nouvelles conséquences politiques.

Le second article, consacré à l'émergence du G5 Sahel, un nouveau groupe de réflexion et d'action consacré à l'appui aux processus de sortie de crise dans la région sahélienne, est d'un tout autre ordre, tout en concernant la même région. Associant la République islamique de Mauritanie, le Mali, le Niger, le Burkina Faso et le Tchad, le G5 apparaît comme un élément nouveau important dans la lutte engagée à l'échelle régionale contre les forces de déstabilisation que constitue notamment Al Qaïda au Maghreb islamique, ainsi que les autres groupes rangés dans cette catégorie. Si le chef de l'Etat de Mauritanie a joué un rôle décisif dans cette nouvelle mobilisation, on y verra également à juste titre l'influence de l'Union africaine et, plus marginalement, du Maroc dans ces problèmes. Par ailleurs, le G5 bénéficie de l'aide de l'Union européenne et de la France, qui a reconverti sa première opération militaire Serval, limitée au seul territoire du Mali, en une opération régionale « Barkhane ». La question a pu se poser de la participation de la Côte-d'Ivoire à ce nouvel accord et on peut estimer que l'instabilité latente, liée notamment à la présence dans le Nord du pays des anciennes forces rebelles de tradition islamique, a pu être un obstacle dirimant. Il était de toute façon très important de relever dans ce nouveau numéro de l'*AFRI* la part relative qui découle spécifiquement d'initiatives africaines à l'échelle régionale.